

ACTION COLLECTIVE

AVIS À :

- i) TOUTE PERSONNE AU QUÉBEC QUI A ACHETÉ/EST PROPRIÉTAIRE DE; ET
- ii) TOUTE PERSONNE QUI A ACHETÉ AU QUÉBEC

**UN ORDINATEUR PORTABLE MACBOOK PRO 2011 AVEC UN ÉCRAN DE 15
POUCES OU DE 17 POUCES
QUI A PRÉSENTÉ OU PRÉSENTE UN VICE GRAPHIQUE**

SOYEZ AVISÉS que, par jugement rendu le 24 novembre 2016 et rectifié le 22 décembre 2016, l'honorable juge Peacock de la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'une action collective contre Apple Canada Inc. et Apple Inc. (ci-après désignées collectivement « **Apple** ») et a attribué le statut de représentant à M. René Charbonneau afin d'agir pour le compte des membres suivants :

1. *Toutes les personnes au Québec, qui ont acheté et/ou sont propriétaires d'un ordinateur portable MacBook Pro 2011 avec un écran de 15 pouces ou de 17 pouces qui a présenté ou présente un vice graphique, ou tout autre groupe ou sous-groupe à être déterminé par la Cour; et*
2. *Toutes les personnes, qui ont acheté au Québec un ordinateur portable MacBook Pro 2011 avec un écran de 15 pouces ou de 17 pouces qui a présenté ou présente un vice graphique, ... fabriqué, distribué, vendu ou autrement mis sur le marché par les intimées ou tout autre groupe ou sous-groupe à être déterminé par la Cour;*

*Un « **vice graphique** » est une anomalie graphique ou un vice qui pourrait notamment consister en: une distorsion sévère de l'écran, la pixélisation, des artefacts graphiques ou des effets-fantômes.*

1. Cette action collective sera initiée dans le district de Montréal.
2. Aux fins de la présente action collective, le représentant du groupe a élu domicile au cabinet de son avocat situé au :

Me David Assor
Lex Group Inc.
4101 rue Sherbrooke Ouest
Westmount QC H3Z 1A7
Tél. : (514) 451-5500
Télec.: (514) 875-8218
Courriel: davidassor@lexgroup.ca
Site web: <http://www.lexgroup.ca>

3. Les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement sont :

- a) Les ordinateurs portables MacBook Pro 2011 présentent-ils un vice graphique commun ?
- b) Apple était-elle au courant de ce vice et a-t-elle fait défaut de prévenir les membres du groupe de son existence? Si Apple était au courant de ce vice, quand l'a-t-elle su ou à partir de quand aurait-elle dû le savoir ?
- c) Apple a-t-elle fait défaut de divulguer des informations importantes aux membres du groupe ?
- d) L'omission d'Apple de divulguer des informations importantes induit-elle en erreur et/ou est-elle raisonnablement susceptible de tromper un Consommateur raisonnable ?
- e) Le vice graphique a-t-il été réglé par (a) les mises à jour du système d'exploitation d'Apple visant la « stabilité graphique » et (b) les remplacements de la carte logique d'Apple ?
- f) Apple était-elle légalement obligée de rappeler les ordinateurs portables MacBook Pro 2011 comme elle l'aurait prétendument fait pour des problèmes similaires qui seraient survenus avec les ordinateurs portables MacBook Pro 2008 ?
- g) Les ordinateurs portables MacBook Pro 2011 ont-ils performé ou performent-ils en conformité avec :
 - i. L'usage normal auquel ces ordinateurs portables sont destinés;
 - ii. La durée d'usage normale pendant une durée de temps raisonnable, eu égard au prix, aux termes du contrat et aux conditions d'utilisation de ces ordinateurs portables; et
 - iii. Toute représentation pré-achat faite par les Intimées aux acheteurs potentiels.
- h) Apple est-elle responsable de payer :
 - i. Des dommages compensatoires aux membres du groupe : (i) pour tout coût de réparation déboursé et (ii) pour le remboursement du prix d'achat initial si l'ordinateur portable a été acheté d'Apple;
 - ii. Apple est-elle responsable de payer des dommages punitifs aux membres du groupe et, dans l'affirmative, pour quel montant?

4. Une fois les questions ci-dessus tranchées, la Cour aura à déterminer si elle devrait:

- a) Accueillir l'action collective du Demandeur et de chacun des membres du groupe;
 - b) Déclarer qu'Apple est responsable des dommages subis par le Demandeur et par chacun des membres du groupe;
 - c) Ordonner à Apple de payer à chaque membre du groupe une somme à être déterminée en compensation des dommages subis pour (i) le remboursement du prix d'achat initial et (ii) le remboursement des coûts de réparation, ainsi qu'Ordonner le recouvrement collectif de ces sommes;
 - d) Ordonner à Apple de payer à chaque membre du groupe une somme à être déterminée à titre de dommages punitifs et Ordonner le recouvrement collectif de ces sommes;
 - e) Ordonner à Apple de payer, en sus des sommes susmentionnées, les intérêts et l'indemnité additionnelle prévus par la loi à compter de la date de signification de la Requête pour autorisation d'exercer une action collective;
 - f) Ordonner à Apple de déposer au greffe de la Cour la totalité des sommes faisant partie du recouvrement collectif, avec les intérêts, l'indemnité additionnelle et les frais;
 - g) Ordonner que les réclamations de chacun des membres du groupe fassent l'objet d'une liquidation collective si la preuve le permet et, dans l'alternative, d'une liquidation individuelle;
 - h) Ordonner à Apple d'assumer les frais de cette action, y compris les frais pour les experts et pour les avis;
 - i) Rendre toute autre ordonnance déterminée par la Cour et qui est dans l'intérêt des membres du groupe.
5. Si vous souhaitez vous exclure de la présente action collective, vous devez en aviser le greffier de la Cour supérieure du Québec, district de Montréal, et ce, au plus tard le 29 décembre 2017 par courrier recommandé ou certifié à l'adresse suivante (avec une copie transmise à info@lexgroup.ca) :

Cour supérieure du Québec, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, Canada, H2Y 1B6

Vous devez mentionner que vous souhaitez vous exclure de l'action collective *Charbonneau c. Apple Canada Inc. et al.* (numéro de dossier de Cour 500-06-000722-146).

- 6. La date à partir de laquelle un membre ne pourra plus s'exclure du groupe, à moins d'autorisation spécifique de la Cour, est le 29 décembre 2017.
- 7. Conformément à la loi, tout membre du groupe qui n'a pas demandé son exclusion sera lié par tout jugement qui pourrait être rendu dans le cadre de l'action collective.

8. Si vous souhaitez être inclus dans l'action collective, vous n'avez rien à faire.
9. En tant que membre du groupe, vous avez le droit d'intervenir dans la présente action collective, et ce, de la manière prévue par la loi.
10. En tant que membre du groupe ou comme intervenant, vous ne pouvez pas être appelé à payer les frais de l'action collective.

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS AUX MEMBRES DU GROUPE A ÉTÉ
APPROUVÉE ET ORDONNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC,**

CLASS ACTION

NOTICE TO:

- i) EVERYONE IN QUEBEC WHO PURCHASED/OWNS; AND
- ii) EVERYONE WHO PURCHASED IN QUEBEC

A 15" OR 17" 2011 MACBOOK PRO LAPTOP WHICH HAS SUFFERED OR SUFFERS FROM A GRAPHICS DEFECT

TAKE NOTICE that, by Judgment rendered on November 24, 2016 and rectified on December 22, 2016, the Honourable Mr. Justice Peacock of the Superior Court of Québec authorized the bringing of a class action against Apple Canada Inc. and Apple Inc. (hereinafter collectively "Apple") and ascribed the status of representative to Mr. René Charbonneau to act on behalf of the following Class Members:

1. *All persons in Quebec, who purchased and/or own a 2011 MacBook Pro Laptop with a 15 inch or 17 inch screen which has suffered or suffers from a Graphic Defect, or any other Group(s) or Sub Group(s) to be determined by the Court; and*
2. *All persons, who purchased in Quebec a 2011 MacBook Pro Laptop with a 15 inch or 17 inch screen which has suffered or suffers from a Graphic Defect, ... manufactured, distributed, sold or otherwise put onto the marketplace by the Respondents or any other Group(s) or Sub-Group(s) to be determined by the Court;*

A "**Graphics Defect**" is a graphical anomaly or defect which could be but does not have to be: severe screen distortion, pixilation, graphical artifact or ghosting.

1. This class action will be brought in the district of Montreal.
2. For the purpose of this class action, the class representative has elected domicile at his attorney's office located at:

Mtre David Assor
Lex Group Inc.
4101 rue Sherbrooke Ouest
Westmount QC H3Z 1A7
Phone: (514) 451-5500
Fax: (514) 875-8218
Email: davidassor@lexgroup.ca
Website: <http://www.lexgroup.ca/>

3. The principal questions of fact and law that will be treated collectively are:
 - a) Whether the 2011 MacBook Pro Laptops suffer from a common Graphics Defect;

- b) Whether Apple knew of and failed to warn Class Members of the Graphics Defect and if they knew, when they knew or should have known;
 - c) Whether Apple failed to disclose material information to Class Members;
 - d) Whether Apple's omission of material facts is misleading and/or reasonably likely to deceive a reasonable Consumer;
 - e) Whether (a) Apple's software updates to address "graphical stability" and (b) Apple's Logic Board replacements, resolved the Graphics Defect;
 - f) Whether Apple was legally obligated to recall the 2011 MacBook Pro Laptops such as was allegedly done for similar problems that occurred with the 2008 MacBook Pro Laptops;
 - g) Whether the 2011 MacBook Pro Laptops have not or will not perform in accordance with:
 - i. The standard of fitness for the purposes for which the Laptops are normally used;
 - ii. The standard of durability for normal use for a reasonable length of time, having regard to the price, terms of the contract and conditions of use for the Laptops; and
 - iii. In accordance with any pre-sale representations made by the Respondents to potential purchasers.
 - h) Whether Apple is liable to pay:
 - i. Compensatory damages to the Class Members (a) for any repair costs disbursed and (b) the reimbursement of the initial purchase price if the Laptop was purchased from Apple;
 - ii. Whether Apple is liable to pay punitive damages to the Class Members, and if so in what amount?
- 4. The Court, after having resolved the above questions, will decide if it should:**
- a) Grant the class action of the Plaintiff and each of the Class Members;
 - b) Declare that Apple is liable for the damages suffered by the Petitioner and each of the Class Members;
 - c) Order Apple to pay to each of the Class Members a sum to be determined: in compensation of the damages suffered for (i) the reimbursement of the purchase price and (ii) the reimbursement of repair costs and Order collective recovery of these sums;
 - d) Order Apple to pay to each of the Class Members a sum to be determined in punitive damages, and Order collective recovery of these sums;

- e) Order Apple to pay interest and additional indemnity on the above sums according to law from the date of service of the Motion to authorize the bringing of a class action;
 - f) Order Apple to deposit in the office of this Court the totality of the sums which form part of the collective recovery, with interest, additional indemnity, and costs;
 - g) Order that the claims of individual Class Members be the object of collective liquidation if the proof permits and, alternately, by individual liquidation;
 - h) Order Apple to bear the costs of the action, including expert and notice fees;
 - i) Render any other order that the Court shall determine and that is in the interest of the Class Members;
5. If you wish to exclude yourself from the class action, you have to notify the clerk of the Superior Court of the district of Montreal no later than December 29, 2017, by registered or certified mail to the following address (with a copy to info@lexgroup.ca):

Superior Court of Québec, 1 Notre-Dame street East, Montreal, Québec, Canada, H2Y 1B6

You must state that you wish to exclude yourself from the class action *Charbonneau v. Apple Canada Inc. et al.* (case number 500-06-000722-146).

- 6. The date after which a Class Member can no longer request his exclusion from the class, unless specifically authorized by the Court, is December 29, 2017.
- 7. A Class Member who has not requested his exclusion is bound by any judgment that may be rendered in the class action to be instituted in the manner provided for by law.
- 8. If you wish to be included in the class action, you have nothing to do.
- 9. As a Class Member, you have the right to intervene in the present class action, in the manner provided for by law.
- 10. As a Class Member or an intervener, you cannot be called upon to pay the costs of the class action.

THE PUBLICATION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS
HAS BEEN APPROVED AND ORDERED
BY THE SUPERIOR COURT OF QUÉBEC.